

Saïd Sadi plaide pour une structuration par la base



©
Yahia
Magha
/Libert
é

L'organisation par la base du mouvement populaire du 22 février "devient une urgence", plaide l'homme politique et ex-président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Saïd Sadi. Dans une tribune publiée avant-hier sur le site d'information Middle East Eye, Saïd Sadi estime ainsi que "des délégués élus ou désignés au niveau des provinces et des représentants des catégories professionnelles demeurés crédibles et autonomes peuvent se réunir en convention pour entamer la transition démocratique, sas de la nouvelle République".

Considérant qu'une telle structuration du mouvement populaire constituerait "un saut qualitatif", le fondateur du RCD estime, par ailleurs, que l'implication de la diaspora "est une condition essentielle" à la réussite de ce processus.

De cette rencontre et de cette organisation, souligne-t-il en définitive, pourront sortir "la présidence collégiale, le gouvernement de mission ou la commission d'organisation des élections qui font maintenant consensus". Selon lui, il reste, toutefois, à surmonter "un ultime obstacle qui ne vient pas du pouvoir", mais qui serait lié directement aux positions des potentiels représentants du mouvement populaire. En ce sens, explique-t-il, "les postures des postulants aux futures responsabilités, dont les empressements à mettre en scène leur image jurent avec le dévouement exemplaire des citoyens, brouillent la lecture et freinent l'évolution d'une étape historique inédite et vitale".

Aussi, tranche l'ex-président du RCD, "la transition n'est pas une campagne électorale". Parallèlement à l'urgence d'une structuration du mouvement populaire par la base, Saïd Sadi juge également opportun d'envisager d'autres formes de contestation, dès lors que le pays a basculé désormais dans une situation de vide constitutionnel. À cet égard, préconise-t-il, "le recours à la grève générale doit être envisagé avec minutie".

Akli R.